

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE



N° PC 033 037 22 P0007 déposé le 22/03/2022 et
complété le 29/04/2022

Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie : **29 JUIN 2022**

Par :	Monsieur MINVIELLE SEBASTIEN, Madame ENG DANY,
Demeurant à :	86 RUE FRANCOIS DE SOURDIS 33300 BORDEAUX
Sur un terrain sis à :	ALLEE PICHELEBE 33640 BEAUTIRAN
Parcelle(s) :	37 E 198
Superficie :	1450 m ²
Nature des Travaux :	Maison individuelle
Surface de plancher créée :	91,59 m ²

Le Maire de la commune de BEAUTIRAN

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu l'article L332-15 du code de l'urbanisme,
Vu le PLU approuvé le 26 septembre 2013,
Vu la modification simplifiée du PLU approuvée le 8 décembre 2020,
Vu la déclaration préalable de division n°033 037 20 P0055, accordé le 30/12/2020,
Vu l'avis favorable avec réserve du SDEEG BORDEAUX, en date du 14/04/2022,
Vu l'avis favorable avec réserve de la SNCF Sud ouest, en date du 22/04/2022,
Vu l'avis favorable avec réserve de SUEZ, en date du 01/04/2022,
Vu l'avis favorable avec réserve du Service Public d'Assainissement Non Collectif, en date du
20/04/2022,
Vu l'attestation de prise en charge de l'extension du réseau électrique par Monsieur MINVIELLE et
Madame ENG pour un montant de 4 620 €, en date du 27/06/2022,

ARRETE

Article 1: Le présent Permis de Construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la
demande susvisée sous réserve du respect des articles suivants.

Article 2 : Les prescriptions des services consultés seront respectées.

Article 3 : Les gouttières et descentes d'eaux pluviales seront blanches ou gris anthracite
(RAL 7016).

Article 4 : Le massif de stockage pourra stocker un volume d'eau de 8 m³.*

* Dimensions 22m³ : 3,5m l x 6,3m L x 1m p

Article 5 : Une servitude de passage sera à acter avec la mairie pour pérenniser l'accès au terrain.



BEAUTIRAN, le **27 JUN 2022**
Par délégué,
Le Maire,
Philippe BARRERE
christian NICOL
adjoint au Maire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Votre projet est susceptible d'être soumis aux taxes d'urbanisme (Taxe d'Aménagement TA ou Redevance d'Archéologie Préventive RAP). Dans ce cas, vous recevrez un courrier de la part du service fiscal de la DDTM Gironde.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Il peut également, dans ce même délai, saisir le Maire d'un recours gracieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Par dérogation au régime de droit commun, le décret n°2014/1661 en date du 29/12/2014 porte le délai de validité à 3 ans. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. L'affichage doit être maintenu pendant toute la durée du chantier.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.